

COLÈRE DES FONCTIONNAIRES ET ABSENCE D'INTERLOCUTEUR

Menace de paralysie totale au département de la justice

Le département de la justice risque une paralysie totale de ses activités à compter du 10 avril prochain, et ce, durant trois jours. La menace est brandie par les animateurs du conseil national du secteur affilié au Snapap.

Abder Bettache - Alger - (Le Soir) - Une menace de grève qui intervient dans un contexte particulier, marqué notamment par l'absence d'un interlocuteur «privilegié», soit le premier responsable de tutelle à même de désamorcer la crise. L'information a été rendue publique, hier, à travers un communiqué dans lequel sont énumérées les principales revendications des protestataires. Ainsi, une année après s'être entendus avec le ministère de la Justice sur la satisfaction de leurs

revendications, les travailleurs du secteur, ne voyant rien venir comptent engager un bras de force avec leur tutelle. Ainsi le principe d'une grève de trois jours à compter du 10 avril a été décidé par les membres du conseil national dudit secteur. Dans le communiqué diffusé à l'issue de cette rencontre, le conseil national du secteur de la justice a fait état de leurs revendications telles que formulées dans les P-V de réunion signés conjointement par des représentants syndicaux et la tutelle.

Il était prévu dans ces P-V datant respectivement de février et avril 2011, la concrétisation de plusieurs points devant améliorer la situation socio-professionnelle des employés de la justice. Il s'agit notamment du statut du fonctionnaire, de la facilitation à l'accès au logement, la révision des primes, le transport, la révision du statut particulier et la régularisation et l'intégration des agents de la sécurité. Mais en attendant la grève de trois jours, il a été décidé d'un rassemblement qui sera organisé le 7 avril devant le siège du ministère de la Justice à Alger afin de demander une réponse à leur plateforme de revendications, faute de quoi la grève sera maintenue.

Selon des sources proches du conseil, cette montée au créneau des fonctionnaires du ministère de la Justice a eu lieu au début mars dernier à la Mutuelle générale des matériaux de construction de Zéralda. Les fonctionnaires du département de la Justice sont notamment les traducteurs, les informaticiens, les documentalistes, les comptables administratifs, les chauffeurs et autres agents de sécurité. Lors des assises de leurs syndicats, ils ont approuvé une plateforme de revendications dans laquelle ils demandent «la revalorisation de leurs rémunérations au même titre que les greffiers». «Nous exigeons, au même titre que les greffiers, une augmentation des salaires de 80%

au lieu des 40% que nous avons déjà obtenus», a déclaré un délégué à ces assises, représentant les travailleurs de la cour de Boumerdès. Lors des débats, les délégués de toutes les wilayas étaient unanimes à dire que «les fonctionnaires des corps communs du secteur de la justice sont déterminés à aller jusqu'au bout de leurs revendications». Prochaine étape : ils demandent de rencontrer le ministre Tayeb Belaïz et de lui remettre leurs doléances. Ces derniers affirment que «le combat se poursuivra jusqu'à la satisfaction de leurs revendications».

A. B.

ENTREPRISE NATIONALE DE NAVIGATION AÉRIENNE Débrayage en vue

Tout porte à croire que la navigation aérienne connaîtra tout prochainement des perturbations, suite à la menace de grève que brandit le Syndicat national du personnel de la circulation aérienne. Une décision que le conseil national du SNPCA qui se réunira, à cet effet, aura à entériner et qui fait suite à l'échec des pourparlers avec l'employeur, à savoir l'Entreprise nationale de la navigation aérienne (ENNA), lors de la réunion du 27 mars dernier tenue à la direction de l'Inspection du travail de la wilaya d'Alger. Un conclave qui semble ne pas s'être achevé comme souhaité par les syndicalistes, vu qu'il s'est, selon eux, soldé par une non-conciliation entre les deux parties au sujet de la non-prise en charge sérieuse des revendications des personnels de la circulation aérienne (CA). Notamment le reclassement et la revalorisation salariale que l'employeur ne s'engage à satisfaire qu'à hauteur de 5 à 8% pour le régime indemnitaire. Ce que rejettent les syndicalistes du SNPCA qui ne sont pas convaincus de l'argumentaire avancé par leur employeur, lié aux prétendus impacts financiers que subirait l'ENNA consécutivement à la satisfaction de cette revendication d'ordre salarial.

Aussi, le syndicat ne motive-t-il pas aussi son rejet de cet argumentaire par une gestion, écrit-il, dans un document rendu public ce dimanche, pour le moins discutable. Il en veut pour preuve les reclassements anarchiques au rang de cadres supérieurs de dizaines de travailleurs ne possédant aucune formation ni même un diplôme universitaire, le maintien de dizaines d'autres travailleurs au-delà de l'âge légal à la retraite, le recrutement inutile de retraités ainsi que leur envoi en formation, le gel intentionnel depuis près de dix ans du barème de redevance des taxes d'atterrissage et de survol de l'espace aérien national...

M. K.

LE SNPSSP DURCIT SON MOUVEMENT DE PROTESTATION

Grève illimitée des praticiens spécialistes à partir du 15 avril

Après une grève cyclique de trois jours, le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) a décidé d'aller vers la radicalisation de son mouvement de protestation en optant pour une grève illimitée à compter du 15 avril prochain.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le syndicat avait précédemment décidé de débrayer à partir du 1^{er} avril avant de changer de stratégie et d'opter pour le 15 du même mois. «C'est dans le but de contre-carrer une campagne de déni de droits que le syndicat a décidé d'aller vers un débrayage illimité», a déclaré le docteur Yousfi, président du SNPSSP, expliquant qu'il s'agit d'une décision du conseil national qui est en session ouverte depuis le 17 février et suit la crise actuelle.

Le conseil national du SNPSSP s'est, par ailleurs, réuni ce samedi

pour évaluer les derniers mouvements de grève. Le président du syndicat dira que le SNPSSP a pris acte de la décision prononcée par la justice qui déclare illégale la grève du syndicat. «Il y a une forte mobilisation des praticiens en dépit des mesures répressives dignes de l'époque du parti unique. Les droits des syndicalistes sont bafoués avec la fermeture des médias lourds publics à notre syndicat, ce que nous dénonçons fermement.» A déclaré le docteur Yousfi, ajoutant, par ailleurs, que les spécialistes «défendent leur dignité et un systè-

me de santé qui est en train de sombrer». Les membres du SNPSSP se disent décidés à rester mobilisés du fait qu'ils défendent une cause juste et légitime». Le docteur Yousfi a souligné, par ailleurs, le fait que la tutelle ait eu recours à la justice deux fois en un mois pour arrêter la grève. «Dans ce contexte, on dénonce la politique de fuite en avant du ministre de la santé qui a occulté dans ses déclarations les points des accords signés précédemment. On ne lui demande que de répondre point par point à nos accords. La plupart de nos revendications ne concernent pas, d'ailleurs, la question financière», a souligné le docteur Yousfi. Par ailleurs, en plus du mouvement de grève illimitée, le conseil national du SNPSSP a décidé d'organiser

des sit-in et des rassemblements au niveau du territoire national et de saisir le président de la République par lettre ouverte. Le président du syndicat a rappelé que la grève ouverte sera basée sur la même plateforme de revendications présentée par le syndicat. Par ailleurs les membres du conseil national du SNPSSP ont dénoncé : «la stigmatisation des dirigeants du syndicat», précisant que toutes les décisions sont prises par la base au niveau des conseils nationaux. Le SNPSSP a décidé aussi de saisir les partis politiques «pour qu'ils prennent position devant cette situation grave de déni de droit à la grève et la transgression des lois algériennes», annoncera le docteur Yousfi.

F.-Z. B.

ANNABA

Reprise du travail des agents de nettoyage

Après cinq jours d'une situation pour le moins anormale pour une grande métropole comme Annaba, la population de la ville a poussé ce dimanche un ouf de soulagement à la vue du retour des agents chargés du nettoyage relevant des services techniques de la commune.

La reprise de l'enlèvement des ordures ménagères et autres déchets solides est intervenue après un accord conclu entre les responsables de l'Assemblée populaire communale (APC) et les représentants des grévistes sous la supervision du wali de Annaba.

Lors de cette rencontre, la majorité des revendications des éboueurs ont été satisfaites. Ainsi, il est prévu le versement aux concernés de la totalité des reliquats des augmentations salariales intervenues en janvier 2008, et ce, avant le 22 avril courant.

Devant le blocage des pourparlers et la décision unilatérale de débrayage prise par les agents du nettoyage, ayant provoqué une situation hygiénique à la limite du supportable, le chef de l'exécutif de la wilaya de Annaba a déci-

dé de prendre les choses en main. Il a mis les deux parties devant leurs responsabilités afin de régler dans les meilleurs délais ce différend, leur faisant comprendre par la même occasion que le problème n'a jamais été posé en termes de moyens financiers. Cette situation marquée par des odeurs nauséabondes a, quatre jours

durant, incommodé la population de l'antique Bouna. Elle aurait pu en principe trouver une solution consensuelle rapide, évitant d'arriver à une issue extrême dont les conséquences, si la grève n'avait pas été stoppée, auraient pu provoquer un problème de santé publique.

A. Bouacha

DEUX AUTRES TERRORISTES ÉLIMINÉS

AU NORD DE BORDJ-MÉNAÏEL

La traque d'Aqmi ne faiblit pas

Samedi à l'aube, les services de sécurité en embuscade au niveau du village de Aïn-El Hamra, localité située au nord de Bordj-Ménaïel, wilaya de Boumerdès, ont éliminé deux éléments armés. Selon nos informations, les forces de l'ordre ont également récupéré deux fusils d'assaut de type kalachnikov. Les corps des deux terroristes ont été déposés à la morgue de l'hôpital de Bordj-Ménaïel pour identification. Depuis lundi dernier, cela fait quatre terroristes mis hors d'état de nuire dans le même village. Pour rappel, les forces de l'ANP ont abattu dans la nuit du lundi deux salafistes armés qui occupaient avant leur neutralisation, des rangs importants dans la hiérarchie du groupuscule local — nord de Bordj-Ménaïel — d'Aqmi. L'un était, selon des sources sécuritaires, émir de la série de Aïn El-Hamra, le second s'occupait de confectionner des bombes artisanales.

Par ailleurs, dans la même région du nord de Bordj-Ménaïel, mais plus loin vers Cap-Djinet, les services de sécurité ont abattu le 10 janvier 2012, deux autres hommes armés, identifiés comme étant appartenant à Aqmi. En tout, les forces combinées ont neutralisé dans la région entre Cap-Djinet (au nord) et Bordj-Ménaïel, six terroristes d'Aqmi.

Abachi L.

REVUE DE LA PRESSE UN 1^{er} AVRIL

Chasse au poisson d'avril

Comment repérer un canular d'avril dans un monde en folie où le mensonge est devenu un «art» et où des politiciens osent dire que «les promesses n'engagent que ceux qui y croient (ou qui les écoutent) ?».

Dans l'édition du 1^{er} avril (hier) de la presse algérienne, nous sommes revenus pratiquement bredouilles de notre chasse au poisson d'avril. «Halilhodzic jette l'éponge» lit-on dans le «Radar» du quotidien *Liberté*, ce qui a tout l'air d'un canular, car personne autour de nous n'a entendu parler de cette info «détectée» de

sources proches de la Fédération algérienne de football, selon l'auteur de l'article.

Le quotidien *Le Temps d'Algérie* a certainement voulu devancer tout le monde en annonçant dans son édition du 31 mars 2012 : «Messi, le génie du football qui fait les beaux jours du FC Barcelone arrivera aujourd'hui à Alger pour signer un contrat publicitaire avec une multinationale.» Ne cherchez pas l'Argentin à Alger car, selon le journal algérien, «le joueur repartira le même jour». A la page 5 du quotidien *Les Débats*, nous lisons : «Naïma Madjer

sur la liste verte», ce qui a tout l'air d'un canular (surtout pour ceux qui ne s'intéressent pas à la politique).Nous osons espérer que l'encadré «Scandale dans la culture à Oran» paru dans la rubrique culturelle de *La Tribune* soit un poison d'avril.

Sinon, ce serait vraiment grave que «l'un des gardiens responsable du site a opposé un refus catégorique aux invités et artistes, notamment étrangers spécialisés dans l'art décoratif et la restauration de prendre connaissance des lieux». Ces invités ce sont ceux de la 2^e bienna-

le des arts contemporains et le site en question, c'est le fort de Santa Cruz. Retour à El Bahia avec cette brève dans *Echorouk*, qui dit que les supporters du Mouloudia d'Oran demandent «une baisse du prix du billet d'accès au stade d'Oran. *Ennahar* donne en une : «Bouteflika fait baisser les salaires des députés». C'est peut-être le plus gros poisson d'avril. C'est tout ce que le lecteur à eu à se mettre sous la dent. Une bien maigre moisson de poisson d'avril cette année, en espérant mieux pour l'année prochaine.

K. B.